Culture de rente et autonomisation des producteurs de cacao de Grand-Yapo (Sud-Est Côte d'Ivoire)

KONE Lassina

Institut d'Ethnosociologie (IES)
Université Félix Houphouët Boigny (UFHB)
22 BP 241 Abidjan 22
batohalla66@gmail.com

RASS. Pensées Genre. Penser Autrement. VOL 5, No 4 (Novembre 2025)

Résumé

En dépit de l'augmentation du prix du kilogramme de cacao à 2.800 francs CFA en Côte d'Ivoire, les conditions de vie des producteurs agricoles à Grand-Yapo semblent stagner dans la précarité. L'objectif de cette étude vise à analyser les fondements sociaux, économiques et culturels qui justifient le maintien de ces paysans dans la précarité. Un échantillon par choix raisonné a permis de sélectionner les différents acteurs en lien avec le problème de recherche. Ainsi, trente-huit acteurs ont été interviewés dans des entretiens semi-directifs et des focus-group. Cette démarche méthodologique a abouti aux résultats suivants : Déphasage entre politique étatique et valorisation des paysans ; Réalités endogènes comme entraves au progrès.

Mots-clés : Culture de rente ; Autonomisation ; Producteurs de cacao ; Condition de vie.

Cash cropping and empowerment of cocoa producers in Grand-Yapo (south-east ivory coast)

Abstract

Despite the increase in the price of a kilogram of cocoa to 2,800 CFA francs in Côte d'Ivoire, the living conditions of agricultural producers in Grand-Yapo seem to stagnate in precariousness. The objective of this study is to analyze the social, economic and cultural foundations that justify the maintenance of these farmers in precariousness. A sample by reasoned choice made it possible to select the different actors related to the research problem. Thus, thirty-eight actors were interviewed in semi-structured interviews and focus groups. This methodological approach led to the following results: Disconnect between state policy and the valorization of farmers; Endogenous realities as obstacles to progress.

Key words: Cash crops; Empowerment; Peasant world; Agricultural producers

Introduction

D'un point de vue institutionnel et historique, la culture du cacao est présentée comme le support de l'économie ivoirienne. Depuis 1977, la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de cacao avec 41 % de la production mondiale. (M. Tanoh 2012). De son nom scientifique « Theobroma cacao », le cacao selon les experts du Ministère de l'Agriculture et du développement rural (MADR, 2025) a été introduit en Côte d'Ivoire par les commerçants portugais et français à la fin du IXème siècle. Ce secteur d'activités représente environ 10 % du PIB du pays avec une surface cultivée de plus de 3 millions d'hectares de terres propices. (MADR, 2025). La production cacaoyère en termes de statistiques globale au niveau de l'agriculture en Côte d'Ivoire selon les experts du MADR, occupe près de 1 million de planteurs et fait vivre plus de 6 millions de personnes, soit 25 % de la population ivoirienne. Premier produit d'exportation, le cacao est donc au centre d'une agriculture exportatrice qui constitue la clé de voute de l'économie nationale depuis l'indépendance en 1960. Parmi les secteurs d'activités qui ont contribué au ' *'boom-économique*'' de la Côte d'Ivoire dans les années 1980, l'on note un apport considérable des devises issues de la vente du cacao ivoirien à l'extérieur.

Si la Côte d'Ivoire occupe une place de leader mondial au niveau de la culture du cacao, la logique aurait été que les paysans qui y travaillent pour son ascension vivent confortablement.

Or, le constat empirique sur l'ensemble du territoire national révèle toute autre réalité. La majorité des planteurs de cacao vivent en dessous du seuil de pauvreté comme défini par la Banque Mondiale (2017). Des efforts sont fournis par les multinationales et les gouvernants pour pallier la problématique de la paupérisation des acteurs de ce secteur. Malgré tout, les paysans semblent stagner dans la précarité au quotidien. La production de cacao ne semble générer que des maux pour ceux qui fournissent le plus d'effort dans sa production. C'est en cela d'ailleurs qu'en 2015, le diplomate belge, Michel Arion, Directeur Général de l'Organisation Internationale du Cacao (OIC) dont le siège se trouve à Abidjan a fustigé les gouvernants et les multinationales face à la souffrance des paysans. Dans son analyse, Michel Arion (2015) dit ne pas comprendre le paradoxe entre les milliards que fournis le circuit du cacao et la pauvreté des planteurs dans les campagnes ivoiriennes. En 2019, les autorités ivoiriennes ont décidé de créer une nouvelle taxe[1] en vue d'aider les planteurs de cacao. Les multinationales devaient s'acquitter d'une somme de 400 dollars la tonne. L'objectif était

[1] Cette taxe a mis en place un nouveau mécanisme de fixation des prix et une prime d'incitation connue sous le nom de Différentiel de Revenus Décents (DRD) pour mieux réénumérer les producteurs

toujours la quête du bien-être des producteurs agricoles. Le but visé n'a jamais été atteint selon le rapport de la Banque Mondiale de 2017. Au contraire, cela a mis en difficulté des centaines de milliers de cultivateurs qui s'attendaient à ce que leurs productions soient payées 1000 francs CFA le kilogramme. Compte tenu des conditions climatiques de plus en plus défavorables et le vieillissement des vergers en Afrique de l'Ouest en général, le gouvernement ivoirien a décidé à travers le conseil café-cacao de la hausse du prix du kilogramme de cacao qui passe de 1800 francs CFA à 2.800 francs CFA pour la campagne intermédiaire 2024-2025. La flambée du prix du kilogramme n'a pas automatiquement amélioré le sort des paysans. Au contraire, des défis persistes tels que le manque de financement bancaire, les systèmes complexes de commercialisation à l'internationale, ainsi que certaines dynamiques sociales, économiques et culturelles endogènes qui constituent une entrave à l'amélioration de leur condition de vie.

Les producteurs de cacao du village de Grand-Yapo ne sont pas en marge de ce schéma d'actions conjuguées qui au lieu d'être une lueur d'espoir, demeure des stratagèmes contribuant à compromettre leur progrès. C'est un village qui comptabilise une mosaïque de population composée d'autochtones Abbey, des allogènes burkinabé et maliens et des allochtones baoulé, lobi et senoufo. Les données Sous-Préfectorales indiquent que 75 % des planteurs de ce milieu rural pratiquent la culture de cacao sur de vastes superficies de terres cultivables. Les différentes hausses effectuées par les décideurs étatiques depuis 2023 jusqu'en 2025 ont certes augmenté les revenus financiers des paysans, mais n'ont pas véritablement amélioré leur condition de vie. Les modes de vie antérieurs qui frisaient la misère et la précarité sont encore observables sur le terrain. Notamment à travers leurs habitats construits toujours avec des matériaux modestes, des moyens de mobilité vétustes et surtout des questions de survie quotidien relatives à la problématique des enjeux sociaux, économiques et humains. Face à ce paradoxe entre l'augmentation de leur pouvoir d'achat et la précarité dans laquelle ils vivent quotidiennement, ne sommes-nous pas en droit, de nous questionner sur les dynamiques sociales, économiques et culturelles qui expliquent le maintien des paysans de Grand-Yapo dans la précarité ? En d'autres termes, quels sont les éléments endogènes et exogènes qui justifient le maintien des producteurs agricoles de cacao de ce village dans leur condition précaire d'existence ?

1. Méthodologie

1.1. Site de l'étude et acteurs enquêtés

Cette étude a été effectuée dans le village de Grand-Yapo, localité située à 70 km d'Abidjan (capitale économique de la Côte d'Ivoire). Cet espace rural est situé dans la région

de l'Agneby-Tiassa dans la commune d'Agboville au Sud-Est du pays. Le travail sur le terrain a été réalisé sur un période allant du 10 Juillet 2025 au 15 Août 2025 à partir d'une immersion prolongée. Ce qui nous a permis de faire une observation directe des phénomènes sociaux et d'administrer notre guide d'entretiens par le truchement d'entretiens semi-directifs et de focus-group auprès des acteurs en lien avec le problème de recherche. Au total, 38 enquêtés ont été interrogés sur la précarité dans laquelle vivent les producteurs de cacao à Grand-Yapo, malgré la hausse du prix du cacao. Pour la clarté du travail, un échantillon par choix raisonné a été adopté ce qui a permis une sélection d'acteurs dans la population mère pour plus de représentativité. La diversité des interlocuteurs visait à croiser les points de vue et à constituer une base de données qualitative et multidimensionnelle. Le choix de Grand-Yapo s'explique par le fait que la quasi-totalité des planteurs de ce village pratiquent la cacao culture soit 75 % des agriculteurs selon les données statistiques de la Sous-Préfecture. Ce constat en fait un terrain pertinent pour analyser dans une perspective sociologique, les systèmes de relation qui déclenchent les conditions précaires de vie des planteurs de cacao, malgré l'augmentation du prix du kilogramme de leur matière première.

1.2.Techniques et Outils de collecte de données

La présente étude s'inscrit dans une perspective purement qualitative, privilégiant l'exploration en profondeur des dynamiques endogènes et exogènes liés aux conditions précaires de vie des paysans de cacao nonobstant la majoration du prix du kilogramme de cacao sur l'échiquier national. Dans cette optique, un dispositif méthodologique pluriel a été mobilisé en vue de produire un corpus de données diversifiés, accessibles et pertinents au regard de l'objectif de recherche. Des techniques et outils de collecte de données ont été retenus à savoir : la recherche documentaire, les entretiens semi-directifs et des focus-group. La recherche documentaire a constitué la première étape du travail, permettant d'établir un état des lieux conceptuel et empirique de la problématique. Elle a impliqué la consultation d'ouvrages méthodologiques et spécialisés, d'articles scientifiques, des rapports ainsi que des mémoires portant sur la pauvreté en milieu rural des paysans en Afrique et particulièrement sur la misère que vivent les planteurs ivoiriens de cacao. Ce travail a mobilisé à la fois des ressources physiques (Bibliothèque de l'Institut d'Ethnosociologie de l'Université Félix Houphouët Boigny et le Centre Culturel Français du Plateau) et numériques (Bases de données académiques telles que Google Scholar, Google ainsi que des plateformes encyclopédiques comme Wikipédia).

La synthèse de ces documents a permis entre autres, d'identifier les facteurs essentiels du maintien des agriculteurs de Grand-Yapo dans la Précarité quotidienne. Quant aux entretiens semi-directifs et aux différents focus-groups, ils ont constitué la seconde phase du recueil de données. Réalisés en interaction directe entre l'enquêteur et les participants, ces étapes ont favorisé un climat d'échange propice à l'expression libre et nuancée des perceptions, des vécus quotidiens et bien d'autres expériences connues. Ces interactions orales, qu'elles soient individuelles ou collectives, ont permis d'enrichir la compréhension des systèmes de relation dans un espace socialement construit autour de certaines valeurs culturelles qui orientent la vie des acteurs.

Le croisement méthodologique associant sources documentaires et données issues du terrain répond à une logique d'approche compréhensive de M. Weber (1992), visant à saisir le sens que les acteurs attribuent à leurs actions et aux changements qui affectent leur environnement social, économique et culturel.

1.3.Méthode d'analyse

L'analyse des données recueillies, issues à la fois de l'administration des guides d'entretien et de la recherche documentaire s'est appuyée sur l'emploi constant de la méthode dialectique et sur la base de la théorie de la construction sociale de la réalité de Peter Berger et de Thomas Luckmann (1966). Ce double ancrage analytique a permis de mettre en évidence les différentes logiques socio-économiques et culturelles qui expliquent la précarité de vie que connait la majorité des planteurs de cacao à Grand-Yapo quoi que leur pouvoir d'achat ait connu une bonification dans leur secteur d'activité.

La méthode dialectique a mis à nu les contradictions et les perceptions des acteurs qui justifient leur posture par des réalités existentielles, indépendantes de leur volonté d'agir. Notamment les poids des charges familiales, les difficultés de survie, sans omettre la part belle que s'octroient l'Etat et les multinationales au niveau du secteur de la cacao-culture.

Quant à la théorie de la construction sociale de la réalité, elle stipule que la réalité perçue comme objective est en fait le produit d'un processus social. Les individus construisent leur monde social à travers des interactions en utilisant des normes pour donner un sens partagé à leur mode de vie. Dans cette étude, la misère vécue par les paysans peut être comprise comme une réalité socialement construite basée sur leur perception du bien-être. En effet, la hausse de leur pouvoir d'achat n'a pas véritablement impacté leurs mentalités au changement, à la transformation des acquits antérieurs de leur condition de vie. Cette situation tend à objectiver

leur réalité de vie précaire qui devient une « évidence » dans leur espace social. La réalité existentielle ici n'est pas uniquement subie, elle est co-produite par les acteurs eux-mêmes à travers des récits et des normes qu'ils intériorisent. Les paysans finissent par considérer leur condition de vie comme étant normale et logique. Ils adoptent des schèmes de pensée qui circulent dans leur environnement et qui les fabriquent, les modélisent. La précarité n'est pas seulement une défaillance existentielle, elle est aussi une construction symbolique, enracinée dans les représentations que ces paysans de Grand-Yapo ont d'eux-mêmes.

2. Résultats

La fixation du prix du kilogramme de cacao à 2.800 francs CFA n'a pas changé les conditions de vie des producteurs du village de Grand-Yapo à cause surtout de certaines logiques exogènes et des réalités endogènes issues de leur mode de vie.

2.1. Déphasage entre politique étatique et valorisation des paysans à Grand-Yapo

Grand-Yapo est une localité rurale située dans la région de l'Agneby-Tiassa précisément dans la commune d'Agboville au Sud-Est de la Côte d'Ivoire. Son économie repose essentiellement sur la cacao-culture qui représente en quelque sorte la principale source de revenu des ménages et une identité culturelle et sociale fortement issue de l'histoire de cette communauté abbey. La culture du cacao s'est implantée à Grand-Yapo depuis l'époque coloniale et compte tenu de la fertilité des terres forestières, les planteurs locaux ont été rejoint plus tard par des migrants venus d'autres régions de la Côte d'Ivoire et même des pays limitrophes tels que le Mali, le Burkina-Faso et la Guinée. Ce sont donc de vastes superficies de plantations de cacao qui ont été créées. Et les données issues des statistiques de la Sous-Préfecture indiquent 75 % de la population totale du village qui exercent dans ce secteur d'activité. Le cacao est donc devenu non seulement une denrée pourvoyeuse de manne financière, mais il demeure également un symbole de prospérité permettant l'accès à l'éducation, à l'habitat moderne et à certaines infrastructures communautaires. Cependant, le constat empirique du terrain indique que les paysans exerçant dans la cacao-culture à Grand-Yapo semblent ne pas bénéficier des faveurs de la hausse du prix du kilogramme y égard aux conditions précaires de vie antérieure dans laquelle ils demeurent toujours. Les bénéfices de la hausse du prix ne sont pas toujours équitablement répartis car le système de fixation des prix marginalise davantage les producteurs. Qu'est-ce qui peut expliquer ce phénomène ?

2.1.1. La richesse du cacao : une illusion pour les paysans de Grand-Yapo

Bien que le cacao soit présenté comme une filière porteuse et rentable, la réalité sociale vécue par les paysans de Grand-Yapo révèle une tout autre dimension : la richesse annoncée n'est souvent qu'une illusion. Derrière l'image de « plante d'or » véhiculée par les discours officiels et les statistiques économiques, se cache un quotidien marqué par la précarité, l'incertitude et la dépendance structurelle. Les défis liés à l'autonomie des paysans face aux fluctuations du marché international et aux politiques publiques des pays producteurs.

Cette situation peut être analysée comme le produit d'un rapport de domination économique et symbolique. Les paysans occupent la base de la chaîne de valeur, mais ne captent qu'une infime portion de la richesse générée. Leur travail, bien que central dans la production mondiale de chocolat, est invisibilité au profit des acteurs intermédiaires : grossistes, exportateurs, multinationales de l'agro-industrie. La hausse du prix du cacao, annoncée chaque saison comme un signe de progrès, ne se traduit concrètement que par une faible augmentation du prix bord-champ, rapidement absorbée par la hausse du coût des intrants, du transport ou encore par les dettes contractées auprès des acheteurs locaux. Pour K.D. un planteur de cacao natif du village : « *Les dépenses qu'on fait dans le transport, dans l'achat des fertilisants et les crédits que nous devons, font que la hausse du prix du kilogramme ne représente rien pour nous. C'est une triste réalité* ».

Le planteur met à nu les principaux canaux liés à leur activité qui absorbent les retombées financières de l'augmentation. C'est un cri d'alarme qui vient expliquer la précarité constante dans laquelle ils demeurent malgré la majoration du prix du kilogramme du cacao. En effet, il faut noter que l'illusion de richesse est également entretenue par une idéologie de la réussite agricole, selon laquelle posséder une plantation de cacao équivaut à être socialement valorisé. Pourtant, cette valorisation est souvent symbolique plus qu'économique. Les habitations en banco cohabitent avec des smartphones et des motos achetés à crédit, donnant l'apparence d'un certain confort, mais dissimulant un équilibre fragile, constamment menacé par les aléas climatiques, les maladies des cacaoyers ou les fluctuations des marchés internationaux.

De plus, le cycle de reproduction sociale dans les familles paysannes reste largement bloqué : les enfants, faute d'opportunités éducatives ou professionnelles, retournent vers les plantations, perpétuant un cercle intergénérationnel de dépendance agricole. Le cacao, loin d'être un outil d'ascension sociale, devient ainsi un mécanisme de maintien dans une ruralité

contrainte, où l'effort individuel ne garantit pas la mobilité sociale. Le cacao fait vivre les paysans de Grand-Yapo, mais ne les fait pas sortir de la pauvreté. Leur position dans la filière révèle un paradoxe central : produire la richesse sans jamais y accéder pleinement. S. Amine (1967) dans une perspective générale met en rapport la dépendance économique des pays du Sud vis-à-vis du capitalisme mondial. Pour cet auteur, les modes de production agricole, des cultures de rente, dans les pays en voie de développement sont orientés vers le marché international et structurés par les besoins des économistes (pays industrialisés). Tout ceci au détriment des producteurs selon lui.

2.2. Réalités endogènes comme entraves au progrès des producteurs

2.2.1. Dynamiques socio-économiques endogènes

En dehors des facteurs exogènes qui justifient la pauvreté des paysans de cacao du village de Grand-Yapo, il faut noter aussi des éléments endogènes liés aux réalités de leur vie qui contribuent à créer le lit de la misère. L'observation directe effectuée lors de l'enquête exploratoire a permis de constater que la quasi-totalité des habitations du village sont construites en banco avec des toitures de fortune constituées de bâches noires. Des fils électriques pendent de façon anarchique et les rues du village sont parsemées de creux et de trous dus certainement à l'érosion des sols. Le marché du village se limite à la présence de quelques hangars et de boutiques isolées qui généralement sont alimentées par des lampes tempêtes. Tous ces aspects évoqués montrent clairement la fébrilité et la précarité qui jonchent le quotidien des acteurs de cet espace social. Le paradoxe dans la filière du cacao en Côte d'Ivoire réside dans l'écart entre les bénéfices perçus par les producteurs et leurs réalités socio-économiques. L'auteur soutien que les producteurs dans les campagnes ivoiriennes sont perçus comme bénéficiaires d'une culture de rente, mais il met en parallèle la précarité dans laquelle ils vivent. Pour confirmer ce phénomène de dépendance structurelle, un agriculteur du village affirme ceci :

> Le cacao nous donne assez d'argent mais les problèmes de la vie nous les arrachent. Les dépenses sont trop pour nous parce qu'ici au village nous sommes dans les familles nombreuses et il y'a beaucoup de bouches à nourrir. Avec le temps on pensera à construire de belles maisons.

Le discours de cet autochtone montre que la priorité des villageois n'est pas la modernisation des infrastructures sociaux de bases ou alors des habitations, mais leur préoccupation se trouve dans la consolidation des acquis de la survie. Depuis la hausse du prix du kilogramme, des conflits intrafamiliaux ont refaits leur apparition dans le village. Les

problèmes d'héritage autour des plantations de cacao sont des litiges qui sont enregistrés au niveau de la gouvernance locale. La filiation Patrilinéaire est remise en cause par les enfants du défunt qui réclament les biens laissés par leur défunt père car le cousin désigné par les anciens du village pour gérer leur héritage ne fait pas souvent l'unanimité dans les choix. Des testaments sont élaborés en secret pour garantir la survie des progénitures après le décès du père. Le chef du village attire l'attention des lignages en disant ceci :

> Logiquement ce sont les enfants qui héritent de leur père défunt. Mais, nous désignons des cousins directs comme héritier pour organiser et bien encadrer les orphelins. Dommage ! que le comportement de certains d'entre eux vis à vis des enfants du disparu emmène les parents à faire des testaments pour garantir la vie de leurs enfants après leur mort. Vraiment ces cas nous fatiguent beaucoup ici au village.

La situation évoquée par le chef met à nu les divergences de point de vue sur l'attribution de l'héritage notamment autour des plantations de cacao. Les acteurs en conflit, selon les discours des enquêtés sur le terrain, usent de toutes formes de moyens pour défendre leur position. Ce sont des attaques à l'arme blanche et même au fusil, les empoisonnements et la pratique de la sorcellerie. Le cacao au lieu d'être une source de convergence d'opinions entre les différentes catégories d'acteurs sociaux, est devenu pour le village de Grand-Yapo un secteur générateur de crise du lien social. Les conflits d'intérêts sont devenus nombreux car les fonds générés par la vente de la matière première suscitent dorénavant assez d'engouements. Chaque acteur social veut maximiser son gain dans un rapport de pouvoir. Certains planteurs de cacao lors de l'enquête ont montré leur inquiétude quant à la montée de la jalousie dans leur environnement. L'acquisition de fortes sommes d'argent permet dans la logique de valoriser le producteur dans le village. Mais la crainte de représailles mystiques évoquées dans l'espace social empêche certains planteurs de s'épanouir matériellement. Un jeune du village confirme en disant : *« Si tu vends ton cacao, il faut faire beaucoup attention. Parce que les gens peuvent te tuer mystiquement à cause de ton propre argent. Donc le mieux est de vivre caché* ».

La peur et la crainte qui règnent dans le village expliquent le maintien de certains acteurs de la filière dans la précarité pour sauvegarder leur vie. Mais cette posture de vivre caché dénote d'une relation de concurrence dans l'espace social où se valoriser peut frustrer émotionnellement des acteurs d'une même fratrie. Et pourtant, le peuple abbey est une communauté qui est ancrée dans la tradition, ce qui explique leur rattachement aux rituels consacrés aux morts lors des cérémonies funéraires.

2.2.2. Dynamiques socio-culturelles en lien avec la précarité

Les funérailles chez les autochtones abbey de Grand-Yapo sont des cérémonies importantes, très souvent coûteuses financièrement car ce sont des occasions pour valoriser socialement le statut de la famille du défunt. Pendant ces activités, la famille du défunt organise de grandes festivités qui impliquent des retrouvailles familiales et sociales, des danses traditionnelles, des orchestres modernes du terroir et des rituels comme des coups de fusil et des chants de libation. Les funérailles durent plusieurs jours et engendrent des dépenses énormes en termes de nourriture, de logiciels et de transport. L'enterrement se fait généralement dans la cour de la maison pour les riches individus du village et dans le cimetière commun pour les moins aisés.

> Ici au village, il y'a deux sortes de funérailles. Nous avons les funérailles grandioses pour les riches où des uniformes sont cousus, des orchestres modernes de la ville invités et des bœufs immolés pour la circonstance. Ce sont des funérailles appelées ''Tonnerre''. Mais pour ceux qui sont pauvres, ce sont de simples rituels qui les accompagnent à leur dernière demeure (dixit le président des jeunes du village).

Les funérailles qui en principe devaient être des moments de renforcement des liens sociaux et de manifestation de la solidarité au sein de la communauté viennent catégoriser les acteurs sociaux. Les funérailles dites de « riches » et de « pauvres » indiquent une typologie structurelle de l'espace social où l'on a de valeur que lorsqu'il possède des biens matériels. Or, le milieu rural se caractérise par ses valeurs de solidarité et d'entraide. La classification des funérailles selon l'accumulation de biens matériels met en porte à faux tout un symbole de cohésion sociale et laisse apparaître une forme d'arène où la concurrence et la haine sont présentes mais à l'état latent. Dans cette société patriarcale, les normes indiquent que les frais des obsèques incombent logiquement aux héritiers du défunt (ascendants et descendants) qui ont la charge de prendre en compte toutes les dépenses liées aux festivités jusqu'à l'enterrement. Les rituels peuvent varier, mais l'objectif est de rendre hommage au défunt, d'accompagner les proches dans leur deuil et de respecter les traditions culturelles.

En dehors des rites funéraires, la cérémonie de la fête d'igname est aussi une occasion où les planteurs dépensent d'énormes sommes d'argent pour communier avec les esprits protecteurs du village. La fête en elle-même est une étape pour enseigner aux générations futures le respect de la terre, le partage et l'importance des racines culturelles. La fête d'igname ou « *Djidja* » est une célébration annuelle marquant la fin des récoltes et le début de la nouvelle année. Elle dure trois jours et est marquée par la préparation de différents plats et mets à base

d'igname. C'est une tradition qui est ancrée dans la spiritualité et la transmission culturelle est un moment de communion, de réjouissance et de célébration de leur identité et de leur racine. Pour la circonstance, chaque lignage procède à une organisation interne qui consiste en des cotisations de ses membres.

> Le Djidja représente la fête de notre identité culturelle. Chaque famille lors de cette cérémonie est contrainte de renouveler son alliance avec les esprits des ancêtres. C'est une période où tous les membres des lignages participent financièrement pour aider à faciliter les achats.

Pendant les festivités, chaque grande famille du village passe à tour de rôle pour saluer le tam-tam parleur et le chef de terre. Après ces moments de rythme et de danse, le chef de terre procède à la libation qui consiste à invoquer les esprits des ancêtres et à remercier Dieu pour avoir gardé le village toute l'année dans leur bénédiction et leur protection totale. En réalité, la fête du « Djidja » est une fête de purification car les trois jours qui y sont consacrés symbolisent la renaissance. La fin d'un cycle et le début d'un autre. Ce sont des moments de pardon, de réconciliation entre les membres d'une même famille et des différentes familles du village sur des questions du foncier et d'intérêts collectifs.

3. Discussion

R. François (2019) dans son article explore les interactions entre les producteurs de cacao et les structures de certification. L'auteur met en évidence les inégalités et les contraintes sociales qui tendent à perpétuer la précarité au sein des planteurs de par le fonctionnement des instances de certification.

En Côte d'Ivoire, la certification du cacao implique des structures étatiques comme le Conseil du Café-Cacao (CCC) et des acteurs privés tels que les explorateurs, les coopératives qui déploient des programmes de certification volontaires et privée. Mais comme le soutien R. François les conflits entre paysans et structures sont liés au manque de retombées économiques pour les producteurs, qui peinent à améliorer leurs revenus malgré les certifications durables. Les exigences coûteuses, les faibles incitations financières et l'ignorance des enjeux créent des difficultés aux paysans et complexifient les rapports de partenariat entre eux et ces structures. A. Benjamin (2023) met l'accent sur les principaux défis qui freinent la productivité et la durabilité de la filière cacao au Ghana. Il évoque à cet effet la faible production, les maladies bactériennes, les changements climatiques ainsi que les contraintes foncières comme étant les causes fondamentales de l'échec de cette filière dans la durabilité. Pour l'auteur, il est plus que nécessaire pour les paysans d'adopter de bonnes pratiques agricoles (fertilisation,

renouvellement du verger), d'utiliser des techniques modernes et de mettre en place des politiques publiques cohérentes pour soutenir les « *petits exploitants* ».

Selon l'enquête NORC de l'Université de Chicago réalisée en 2018-2019, près de 800.000 enfants travaillent dans le cacao, contre 1,2 million selon une précédente étude de l'Université américaine de Tulane en 2013-2014. Ces données représentent 45 % des enfants vivants dans des ménages producteurs de cacao (International Cocoa Initiative, 2019). Le rapport de cette structure confirme que la grande majorité du cacao en Afrique de l'Ouest est cultivée par des familles agricultrices qui font face aux réalités de la pauvreté rurale telles que la rareté des terres, l'insécurité alimentaire, un accès limité à une éducation de qualité, un manque d'accès à l'eau potable et des services de santé inadaptés. Tous ces éléments sont des motifs qui augmentent le risque de travail des enfants. Dans un rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) de 2024, le climat pose de plus en plus de problème aux producteurs de cacao en Côte d'Ivoire parce que le cacaoyer est sensible aux changements climatiques et météorologiques. Mais avec le soutien de la FAO et du Fonds Vert pour le climat, les producteurs ont adopté des pratiques agroforestières en vue de rendre les plantes cultivées plus résilientes et à augmenter les rendements.

Depuis l'entame du projet, 1743 personnes ont été impactées directement et ce sont près de 317 hectares de forêt qui ont été restaurées dans la région de l'Agneby-Tiassa et de la Mé au Sud-Est de la Côte d'Ivoire. En plus, le rapport de la FAO de 2024 sur la Côte d'Ivoire indique que plus de 1400 hectares de plantations conventionnelles ont été transformées sur un modèle agroforestier ou agro écosystémique. Visant ainsi à réduire l'empreinte carbone de la production de cacao pour atténuer les effets du changement climatique et pour améliorer la traçabilité en s'appuyant sur plusieurs modes de certification. Ce qui est crucial pour rendre la filière plus durable et encourager le commerce équitable. Notre analyse est une forme de cumule des perceptions de ces différents auteurs précités car il met en évidence le rapport entre la hausse des prix du kilogramme de cacao en Côte d'Ivoire et la précarité dans laquelle stagne les producteurs. Dans une récente actualité, les autorités ivoiriennes ont encore pris l'initiative d'augmenter le prix du kilogramme de cacao à 2800 francs CFA. Cette décision aura-t-elle un impact sur les conditions de vie des producteurs dans les campagnes ivoiriennes ? L'avenir nous en dira davantage.

Conclusion

La hausse du prix du kilogramme de cacao à 2.200 francs CFA pour la campagne intermédiaire 2024-2025 a été suivi dans le mois d'Octobre 2025 d'une autre augmentation, fixant désormais le prix du kilogramme à 2.800 francs CFA. Le constat empirique du terrain indique que les producteurs de cacao de Grand-Yapo vivent dans une précarité quotidienne nonobstant la majoration de leur pouvoir d'achat. Cette précarité reste une réalité dans cette localité rurale car elle révèle les profondes inégalités du système mondial dans la filière du cacao. Les facteurs justificatifs de leur précarité sont incrustés dans des agrégats endogènes et exogènes en lien avec le mécanisme du commerce international et les modes de vie des paysans inhibiteurs de fonds. Par ailleurs, il faut noter que le véritable défi n'est pas seulement dans la hausse du prix de la matière première (Cacao), mais plutôt de repenser la chaine de valeur pour garantir une rémunération digne aux planteurs. Le cacao ne doit pas être seulement un produit d'exportation profitable aux autres acteurs de la filière, mais doit plutôt être un outil d'émancipation sociale et économique pour l'ensemble des acteurs et en particulier les producteurs. Compte tenu des différentes augmentations du prix du kilogramme de cacao observées dans les principaux pays producteurs, pouvons-nous aspirer un jour à une véritable amélioration des conditions de vie des paysans en Afrique ?

Références bibliographiques

AKANE Benjamin, 2023, « Production de cacao : Dédis et stratégies de gestion », www. Wikifarmer.com.

AMINE Samir, 1967, *Le Développement du capitalisme en Afrique noire*. Paris, Revue Anthropos.

BANQUE Mondiale, 2017, « *En Afrique de l'Ouest, un cacao respectueux des producteurs* », https//www.banquemondiale.org (Consulté le 20/08/ 2025)

BERGER Peter et LUCKMANN Thomas, 1966, « La construction sociale de la réalité : Traité de la Sociologie de la connaissance », Paris, Armand Colin.

COCOA Initiative, 2019, « *Réformer le secteur pour améliorer les conditions de vie et de travail des producteurs de cacao ».* https:/www.cacaoetforets.org (Consulté le 19/08/2025)

FAO, 2024, « *Rapport sur la situation mondiale de l'alimentation et de l'Agriculture ».* https:/www.fao.org (Consulté le 19/08/2025)

MINISTERE de l'Agriculture du Développement Rural, 2021, *Rapport annuel sur la filière cacao, Abidjan*, MINADERPV.

RICAU Pierre, 2023, Le *Paradoxe de la filière cacao en Côte d'Ivoire*, Paris, Revue Sésame-INRAE.

RUF François, 2019, *Des certifications inutiles ? Les relations asymétriques entre coopératives, labels et cacaoculteurs en Côte d'Ivoire*, Paris, Revue Internationale des Etudes du Développement, n°243 pp 199-231.

SONWA Denis Jean, 2025, « Pricing Systems and Equity in the Ivorian Cocoa Sector" Yaoundé, CIFOR

TANOH Fabrice et al, 2004, *Fonctions sociales de l'épargne dans la structuration des dépenses de consommation des ménages de producteurs de cacao de l'Est de la Côte d'Ivoire*. Thèse de Doctorat, Université Félix Houphouët Boigny

WEBER Max, 1922, *Economie et Société*. Paris, PUF.

Lassina KONE est Maître -Assistant de Sociologie. Il est membre du Laboratoire Société, Individu, Culture (LASIC) de l'école doctorale Société, Communication, Arts, Lettres et Langues (SCALL) de l'université Félix Houphouët-Boigny.

Lassina KONE
Institut d'Ethnosociologie (IES)
Université Félix Houphouët-Boigny (UFHB)
BP V 34 Abidjan 01
(IES/SHS/UFHB)
batohalla66@gmail.com